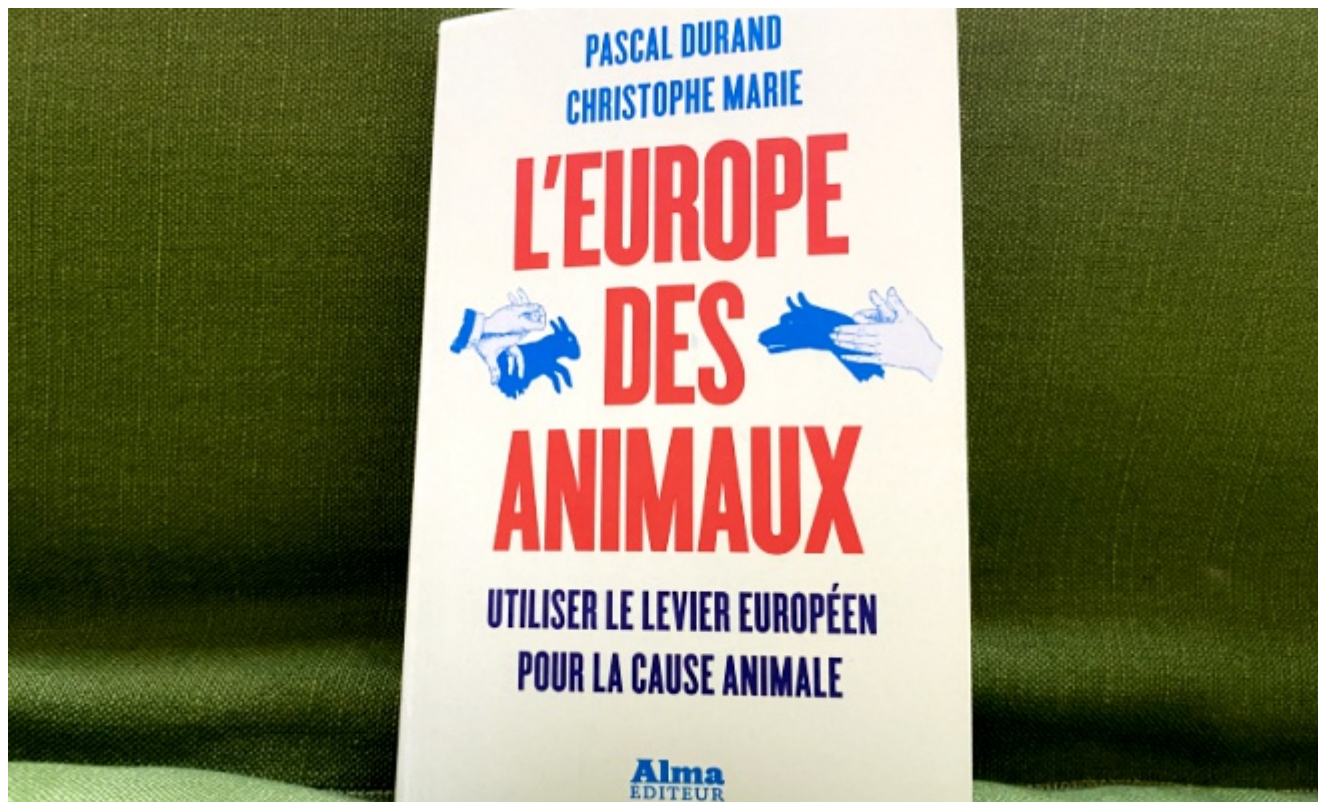


Environnement | « L'Europe des animaux » : qu'en est-il de la condition animale aujourd'hui ?



C'est un fait indéniable et de plus en plus vrai : les français sont concernés par le sort des animaux. Selon un sondage de l'IFOP (janvier 2019), 89% des français jugent la cause animale importante. Dans leur livre "L'Europe des animaux", Pascal Durand et Christophe Marie, s'intéressent aux progressions européennes en matière de cause animale et aux questions qui restent en suspens. Une lecture qui renseigne sur le droit et l'actualité.

Des données qui font froid dans le dos, des exemples parlants, des initiatives européennes, des textes de lois décortiqués, des idées politiques... Voici ce que contient le livre « L'Europe des animaux ». Fervents défenseurs du droit des animaux, Pascal Durand (député européen) et Christophe Marie (cadre associatif pour la fondation Brigitte Bardot) livrent leur vision de la cause animale telle qu'elle s'inscrit depuis une cinquantaine d'années en Europe. « Un animal ne peut pas se syndiquer, ni s'émanciper » comme l'écrit Corine Pelluchon dans la préface. C'est pourquoi ce livre, faute de parler en leur nom, s'intéresse au cas des animaux dans un territoire donné, à travers des décisions politiques et des comportements humains actuels.



De l'intérêt de l'Europe pour les animaux

Sans tomber dans une idéologie de manifeste pro-européen, « L'Europe des animaux » explique en quoi cette union interétatique est importante pour la préservation et le bien-être des animaux. Un exemple, que l'on trouve au début du livre, explique bien cette idée : celui des longs transports pour les volailles ou les bovins. Plus d'un milliard de volailles et plus de 37 millions de bovins sont transportés chaque année en Europe. Les bovins enchaînent parfois 29 heures de trajets sans aucune pause. Un traitement qui cause des dégâts physiques et d'ordre psychologique pour ces bêtes. Si certaines législations nationales régulent le trajet des animaux, ce n'est pas le cas dans chaque état-membre. L'Europe est là, comme nous l'explique l'essai, non pas pour faire régner la loi du plus fort mais pour mettre les pays sur un pied d'égalité. Quel est l'intérêt d'atténuer les souffrances d'un animal uniquement pour le trajet d'un seul pays ? La majorité européenne doit servir les intérêts des citoyens et des êtres vivants, partout.

L'élevage pour l'alimentation : une double inquiétude

Pascal Durand et Christophe Marie mettent en exergue, dans leur ouvrage, la préoccupation croissante des citoyens des conditions d'élevage des animaux de rente ou de ferme. Surpeuplement, stress chronique, mise à mort inutilement cruelle, cages conventionnelles... Ces sujets soulèvent deux problèmes : une inquiétude pour la santé publique et la prise de conscience récente de la sensibilité de l'animal. L214 alertait d'ailleurs, en 2018, sur le fait que plus de 80% des poulets sont détenus en élevage intensif. Que faire alors face à cette situation qui n'est plus acceptable pour beaucoup de citoyens ? Les deux auteurs plaident pour le développement d'une filière plus traditionnelle (qui existe déjà dans de nombreux territoires français) et la réduction de la consommation des produits animaux. Ce dernier point est en progression, puisque, la consommation de produits animaux a baissé de 12% en 10 années. Que proposer alors pour aller dans le sens d'une amélioration significative ? La lecture de ce livre nous emmène vers des ébauches de propositions réfléchies comme l'instauration d'Etats Généraux de l'alimentation, une réorientation des subventions de la PAC (Politique Agricole Commune) pour décourager notamment l'élevage en batterie. Autant de pistes de réflexion à explorer dans ce livre, pour nourrir une pensée personnelle plus solide et documentée.

Un livre qui questionne le droit des Hommes

Au delà de l'aspect politique et législatif que traite l'ouvrage, il y a une invitation à un questionnement bien plus large : notre manière de percevoir les animaux. « L'Europe des animaux » dénonce notamment la manière utilitaire que les Hommes ont de percevoir les animaux. L'expérimentation animale en est un bon exemple. Chaque année, 12 millions d'animaux sont utilisés dans des laboratoires. Pourtant, selon un sondage de l'IFOP en 2018, 90% des français veulent un arrêt des expérimentations s'il y a d'autres moyens... L'heure de la recherche de méthodes alternatives a sonné. D'autant plus que, le test sur un animal ne garantit pas l'absence de conséquences sur l'Homme. Les auteurs nous rappellent justement l'épisode de la « thalidomide » (médicament anti nausées), qui avait causé des malformations sur des bébés alors qu'elle avait été testée sur des animaux au préalable.

D'un autre côté, la chasse, l'agriculture, l'occupation des territoires sont des activités qui montrent indéniablement le rapport anthropocentré de l'Homme aux animaux. Un avertissement résonne alors à la lecture des dernières lignes du livre : nous devons repenser notre rapport au vivant. Les auteurs semblent redécouvrir, par exemple, que des faisans ou perdrix sont élevés en élevage uniquement pour la chasse. « La Convention de Berne (Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe) permet trop de dérogations »

expliquent les auteurs. Mais chaque changement politique ou sociétal demande une implication individuelle de chaque citoyen, des associations ou encore des initiatives locales... Tout le monde peut progresser et les bons exemples nationaux ne manquent pas (par exemple, l'association VGT en Autriche contre les usines animales). Entre positivisme, objectivité et militantisme : cet état des lieux est une contribution importante pour la cause animale, point essentiel pour un projet écologique durable. A lire et à méditer !

L'avis de Corine Pelluchon, philosophe et spécialiste de la question animale



Pourquoi avez-vous accepté cet exercice d'écriture de la préface de ce livre ?

D'abord je connais et estime énormément les deux auteurs, Christophe Marie, porte parole de la Fondation Bardot, et Pascal Durand, qui est un eurodéputé particulièrement concerné par la condition faite aux animaux. Je savais que leur travail était documenté, sincère, et que la conjugaison de leurs talents permettrait d'ouvrir des pistes concrètes montrant ce qu'il est possible de faire au niveau européen pour que les directives soient plus contraignantes et surtout pour que les pays membres, dont la France, avancent sur ce sujet. L'état des lieux qu'ils présentent et qui montre les différentes législations nationales sur la chasse, la captivité des animaux sauvages dans les cirques et les delphinariums, l'élevage, etc. témoignent aussi du fait que la France est un très mauvais élève. En effet, nous sommes en retard par rapport à la plupart des pays européens qui ont banni les cirques avec animaux sauvages et les delphinariums, arrêté la production et l'utilisation de la fourrure ou encadrent mieux que nous la chasse, etc.

Ainsi, je n'ai pas hésité à écrire la préface de ce livre, quand les auteurs me l'ont demandé, parce que je pensais qu'il était utile. Ce n'est pas le nième livre sur le rapport aux animaux et Christophe Marie et Pascal Durand ne se contentent pas de souligner l'écart existant entre les citoyens, qui s'intéressent à la condition animale, et les représentants politiques, qui ne font rien dans notre pays sur ce sujet. Ils montrent aussi quels leviers utiliser pour parvenir à des avancées concrètes et améliorer même le fonctionnement de l'Union européenne, en la dotant des moyens permettant de vérifier que les directives sont appliquées par les pays membres. Cet ouvrage sert aussi à corriger des représentations erronées sur l'Union européenne, dont les institutions sont mal connues et décriées. Il fait le point sur les atouts et les failles de l'Union européenne et souligne la responsabilité des différents ministères et des lobbys qui s'opposent bien souvent aux moindres avancées.

Qu'est ce qui reste selon vous le plus inacceptable en France comme pratique envers les animaux ?

Tout ce qui fait souffrir les animaux de manière inutile est inacceptable à mes yeux, mais il y a des pratiques qui sont, de fait, de moins en moins acceptées par la population et il est injuste, illégitime même, que les pouvoirs publics, en France, ne les suppriment pas dès maintenant. Je pense à la castration à vif des cochons, au broyage des poussins mâles dans les élevages de poules pondeuses, aux cages dans lesquels sont enfermés la plupart des animaux d'élevage, à la captivité des animaux sauvages dans les cirques, aux delphinariums, à la fourrure. Enfin, on pourrait au moins encadrer la chasse, comme le font les autres pays européens, et interdire les techniques comme la chasse à la glu, etc. Nous sommes tellement en retard sur la question de nos rapports aux animaux que je ne peux pas vous dire qu'il y a une pratique qui devrait en priorité être supprimée, puisque la plupart des autres pays européens ont plus avancé que nous sur les sujets que je viens d'énumérer.

Cependant, si vous voulez vraiment que je choisisse une pratique à supprimer en priorité : la captivité des animaux sauvages dans les cirques et des cétacés dans les delphinariums. Parce qu'elle fait consensus. Il faudra, cependant, une transition permettant aux circassiens de se reconvertir et de placer les animaux dans des

sanctuaires ou des zoos aménagés en sanctuaires. En France, beaucoup de villes refusent l'entrée sur leur territoire de ces cirques et ces derniers sont en faillite. Il faut donc légiférer dès maintenant en prévoyant la fin, d'ici trois à cinq ans, des cirques avec animaux sauvages. Il convient d'interdire d'ores et déjà leur reproduction, et de tenir un registre, car il y a des trafics et trop d'opacité dans certains cirques. Enfin, il est indispensable que le ministère, s'il a la bonne idée de prendre cette décision, travaille avec les associations afin d'envisager le placement des animaux. Les associations peuvent financer ces placements et, dans la majorité des cas, il existe des solutions. Il me semble aussi urgent de libérer les animaux trop vieux ou malades qui croupissent dans un camion ou dans des cages, comme Jumbo l'hippopotame, détenu par le cirque Müller, et de nombreuses éléphantines ou des fauves qui sont dans un état de santé lamentable. Si le gouvernement faisait cela, ce serait déjà une bonne chose.

Lucile Bonnin

Crédit Photo : Pixabay

Publié sur aqui.fr le 09/04/2020

[Url de cet article](#)